

A diverses reprises, les médecins allemands ont saisi l'occasion de mettre leur activité au service de la population française.

A l'instar de nombreuses autres villes françaises Lille a toujours été un foyer d'épidémies de typhus et de dysenterie (voir aussi la situation sanitaire de Metz, Diedenhofen etc.) Au début de l'occupation, le réseau de canalisation d'évacuation de d'eau potable laissait beaucoup à désirer. De la même manière, les rues étaient sales et n'étaient guère nettoyées. Ce qui favorisait grandement la propagation de ces maladies. Comme elles touchaient aussi les troupes allemandes par contamination (entre le 21 octobre 1914 et le 10 janvier 1915 on a enregistré 1236 cas de typhus dont 125 décès), l'administration allemande se vit dans l'obligation de prendre des mesures énergiques.

L'approvisionnement en eau de la ville couvrait des terrains bâtis. Les services de vidange n'étant plus en mesure de transporter leur chargement par les péniches utilisées à cette fin avant la guerre, vu la proximité du front, ne pouvaient le déverser que dans les environs immédiats de la ville. Pour éviter une contamination de l'eau par l'engrais des champs, on fit construire une station d'épuration et créa une vaste zone de protection autour de la zone qui était approvisionnée en eau. Pour épurer l'eau on ajouta en permanence du chlore dans le bassin principal de la canalisation et on interdit toute forme de construction dans un rayon de 500 m autour de la source.

Suivit une réglementation concernant le nettoyage des rues. Avant le mois de février 1916 41 km des canalisations obstruées par la vase avaient été remises en état. Sur la place Nouvelle l'Aventure, où se tenaient des marchés publics, une dizaine de caravanes étaient entassées l'une à côté de l'autre. Les conditions d'hygiène à l'intérieur étaient désastreuses. Il n'y avait pas de toilettes.

Les excréments et l'urine furent rassemblés dans des récipients puis vidés directement dans les bouches d'égout. Ce ne fut pas étonnant que là aussi se déclare le typhus.

L'administration allemande ordonna la fermeture immédiate de ces marchés, l'évacuation de toutes les caravanes vers un vaste terrain clos et l'internement / l'hospitalisation/mise en quarantaine de tous leurs habitants pendant 3 semaines sous le contrôle d'un médecin et d'un policier français.

Après un total de 160 cas de typhus entre le 1 février et le 30 novembre 1915 on nota une augmentation rapide à partir du 2 décembre 1915 qui atteignit son point culminant le 14 décembre avec 115 cas pour retomber progressivement à 4 cas par jour à l'automne 1916. En décembre 1915, on enregistra 762, en janvier 1916 219 cas parmi la population civile. Jusqu'au 5 février il y eut 143 décès.

Le taux de mortalité s'élevait à 19,3%. L'épidémie était donc à prendre très au sérieux. On démontra plus tard qu'en novembre 1915, 780 personnes s'étaient contaminées en buvant de l'eau du robinet de la ville qui contenait des bacilles de typhus.

Immédiatement après l'annonce de l'apparition de l'épidémie, les médecins allemands mirent tout leur savoir-faire au service de la lutte contre ce fléau. Une commission de santé composée de 6 médecins français et 6 médecins allemands fut constituée, les 2 côtés mettant à disposition leurs moyens de désinfection et leurs forces de police. Cette commission prit le contrôle de la situation sanitaire et la recherche des agents pathogènes. La ville fut divisée en 6 arrondissements ; on interdit à la population de boire de l'eau et du lait non bouillis (cf annexes 61 et 62), il était interdit également de vendre dans la rue des fruits, des glaces aux fruits et des sucreries. Il était interdit sous peine d'amende d'entrer dans des maisons où sévissait le typhus. De même, les Français non logés dans des casernes n'avaient pas le droit d'accéder aux cuisines militaires, aux cantines et aux dépôts de nourriture.

Lors de multiples réunions le plan de lutte fut perfectionné et réajusté quotidiennement selon le recensement des nouveaux cas.

Comme l'hôpital français (la Charité) était surpeuplé, on mit à la disposition de la ville l'Hospice Général, par la suite aussi l'École des Arts et Métiers. Les cas suspects furent également hospitalisés mais séparés des autres malades. Chaque nouveau malade devait être signalé sans délai aux autorités. (cf. annexes 63 et 64).

Pendant cette épidémie et durant les mois suivants, jusqu'en 1918, les médecins allemands examinèrent 1399 cas de typhus pour trouver leur foyer de contamination et le laboratoire allemand examina sur le plan bactériologique 17422 prélèvements de selles sans demander aux autorités françaises le moindre dédommagement. Les magasins d'alimentation, les entreprises publiques et les estaminets furent soumis à un contrôle constant dans le but de rechercher les agents pathogènes.

On réforma les services de vidange des fosses communes (cf. annexe 65), et les services allemands des travaux publics firent construire de nombreuses toilettes publiques.

On procéda à 28 000 vaccinations parmi la population française ; le vaccin fut produit par l'Institut Pasteur, le bouillon de culture fut mis à disposition par les autorités allemandes. Les vaccinations furent réalisées par des médecins allemands et français. (cf. annexe 66 pour le bilan de cette activité). Le résultat fut évident dès le mois de février 1916 ; le nombre des nouveaux cas retomba à 50 par jour, à 30 en mars, 20 en avril, 13 en mai, 12 en juin, et à 10 par la suite.

Pour prévenir une nouvelle épidémie de typhus 4 brasseries furent mises à disposition pour stériliser l'eau qui devait approvisionner la troupe et la population civile en cas de danger.

Sous la direction du médecin de la garnison tous les moyens disponibles furent mobilisés pour la dératisation.

Le 11 janvier 1916, à 4.30 du matin, un dépôt de munition situé près de la porte de Valenciennes explosa pour des raisons jamais éclaircies. En plus des dégâts matériels (destruction de près de 1000 maisons) l'accident fit de nombreuses victimes. Outre 22 morts et 30 blessés graves parmi les soldats allemands, 105 civils français furent tués et 115 grièvement blessés. Le nombre de disparus n'a pas pu être recensé avec exactitude. Comme les canalisations de gaz et d'électricité furent détruites et que, dans un premier temps, on manquait de sources de lumière, il était impossible de commencer les travaux de sauvetage dans l'obscurité. Dès que la lumière du matin le permit, les soldats allemands extirpèrent des gravats, parfois au risque de leur vie, plus de 130 Lillois, et des médecins allemands procédèrent aux premiers soins à 3 endroits différents. Presque tous purent être sauvés. Dès 5.30 du matin les premiers Français furent opérés à l'Hôpital St. Sauveur par des médecins allemands. 28 d'entre eux furent accueillis dans les hôpitaux militaires allemands I et III. Lors de l'enterrement des victimes, le Gouverneur et d'autres officiers (allemands) étaient présents, le premier déposa une gerbe en signe de condoléance.

Suite à l'apparition de 9 nouveaux cas de typhus parmi les troupes de la 79^e division de réserve l'équipe de désinfection du médecin de la garnison procéda à plusieurs reprises, en janvier 1917, à la désinfection systématique des cantonnements à HELLEMMES (planchers, murs, cages d'escalier). On désinfecta les lits, le linge, les vêtements des civils ; les personnes furent examinées en vue d'une éventuelle présence de poux, lavées et, pendant 2 semaines, mises sous observation médicale.

A partir de mars 1917 jusqu'à la fin de la même année on enregistra 343 cas de scorbut dont 14 connurent une issue fatale. Des mesures énergiques furent prises pour endiguer cette épidémie. Ces mesures consistaient surtout en une réglementation détaillée de la distribution des vivres à la population civile et qui réussit à faire disparaître un peu de temps les cas de scorbut. Des légumes frais, des citrons et des oranges furent importés de Bruxelles, et la ville de Lille fut approvisionnée en légumes frais par 6 Kommandanturs à proximité de Lille. Parallèlement, la

mairie fit cultiver des légumes sur des terrains en friche. L'apparition fréquente de cas de scorbut dans les prisons et les asiles de la ville incita les autorités à améliorer l'alimentation aussi en ces endroits-là.

Sur d'autres plans aussi de nombreux habitants de Lille trouvèrent à tout moment de l'aide et des conseils auprès du médecin de la Kommandantur lors de consultations qui leur étaient réservées, et ceci pendant toute la durée de l'occupation. En particulier la partie pauvre de la population se plaignait souvent de difficultés pour être soignée. La raison principale de ce problème était le départ de nombreux médecins lillois. Suite à un accord mutuel, une caisse spéciale fut instaurée qui devait encaisser d'éventuels dons pour les verser ensuite à la Croix Rouge. A cet égard, je renvoie aux témoignages de Mme Malesherbes, présidente de la Croix Rouge des femmes françaises, de M. DELASALLE, M. Paul OVIGNEUR, conseiller municipal, M. Louis Ducamp, docteur en médecine et des sciences et directeur du bureau d'hygiène de la ville de Lille, qui à plusieurs reprises remercièrent oralement le médecin de la Kommandantur.

En 1917 le médecin de la garnison a examiné 1780 Français en vue de leur intégration dans les équipes de travailleurs civils (c annexe 11)

10675 ouvriers au chômage

776 ouvriers au chômage tombés malades

447 ouvriers volontaires avant leur embauche par des entreprises allemandes.

D'une façon générale, les médecins allemands à Lille ont été traités avec courtoisie. Tous étaient propriétaires d'un laissez-passer pour pouvoir exercer leur métier, même à des moments où la circulation dans les rues de la ville était interdite au reste de la population. Par exemple, un des médecins avait pu garder des pneus en caoutchouc sur sa voiture alors qu'en principe tous les pneus en caoutchouc avaient été réquisitionnés.